



Adresse aux députés et sénateurs

N/R : CC/NA 10/11

Paris, le 9 mars 2011

Objet : aide administrative des directeurs d'école

Madame, Monsieur,

Je tiens à attirer votre attention sur la situation des directeurs d'école qui, depuis la dernière rentrée scolaire, voient leur aide administrative disparaître. En effet, les renouvellements de contrats de ces personnels (emplois-aidés) ont été bloqués faute de crédits suffisants.

Depuis 2006, suite à la signature par le SE-Unsa d'un protocole d'accord avec le ministre de l'Education nationale, cette aide a, sans conteste, facilité le fonctionnement des écoles. Elle s'est révélée d'autant plus nécessaire que les demandes institutionnelles n'ont cessé depuis de se multiplier et de complexifier les tâches et missions des directeurs.

Pour le SE-UNSA, cette régression n'est pas acceptable. D'une part, il y a rupture unilatérale d'un engagement ministériel issu d'un accord. D'autre part, ce choix renvoie brutalement vers le chômage ces personnels dans un contexte économique et social difficile.

Le Président de la République vient d'annoncer le déblocage de 500 millions d'euros en faveur de l'emploi aidé. Pour le SE-Unsa, l'Education nationale qui constitue un des principaux employeurs de ces personnels, doit maintenant bénéficier de ces crédits lui permettant ainsi de retrouver le niveau d'aide administrative qu'il connaissait.

Élu(e)s de proximité, vous connaissez les directeurs d'école et les multiples tâches qu'ils doivent accomplir pour faire fonctionner au mieux le service public. Les personnels qui occupent les fonctions d'aide administrative à leur côté sont des appuis précieux, dont ils ne peuvent désormais plus se passer, sauf à ne pouvoir accomplir leurs missions convenablement.

Je compte sur votre vigilance pour que, dans le cadre du cofinancement prévu avec les conseils généraux, ces nouveaux crédits annoncés permettent à nouveau le recrutement d'emplois aidés pour les écoles.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Christian CHEVALIER
Secrétaire général